50 ANS D'UNION

FÉDÉRATION UPA OUTAOUAIS-LAURENTIDES

50 YEARS OF THE UNION

1964-2014

FÉDÉRATION UPA OUTAOUAIS-LAURENTIDES 1964-2014

Nous, agricultrices et agriculteurs d'Outaouais-Laurentides, contribuons avec fierté à nourrir nos concitoyennes et concitoyens. Nous participons activement à la vitalité socio-économique des régions urbaines et rurales.

Héritiers d'un patrimoine historique et naturel précieux, nous avons à cœur de préserver nos racines tout autant que nos ressources et d'assurer notre avenir comme celui de nos communautés.

Les agricultrices et agriculteurs d'Outaouais-Laurentides

We, the farmers of the Outaouais-Laurentides, are proud to contribute to feeding our fellow citizens. We are active participants in developing the socio-economic vitality of both urban and rural regions.

We are the heirs to a valuable historic and natural heritage, and have at heart the preservation of our roots and our resources to ensure our future as well as that of our communities.

The Farmers of the Outaouais-Laurentides

Table des matières/Table of contents

Chapitres/Chapters

1 La naissance de la Fédération de l'UCC des Laurentides 7
The birth of the Laurentides UCC Federation

2 Les présidents depuis la Fondation 13
The Presidents since the beginning

3 Les syndicats de base 19
Base Syndicates

4 Les syndicats spécialisés et la mise en marché collective 23
Specialized syndicates and the collective marketing

5 Le développement des services 29
Development of services

6 L'encan de Gatineau 35
The Gatineau Sales Barn

7 Les grandes batailles 39
The Great Battles

8 Les places d'affaires 43
Office locations

Marcel Groleau

50 ans d'adhésion aux valeurs du syndicalisme agricole québécois

Avec ses quelque 2 300 entreprises, soit près de 10 % de toutes les entreprises agricoles du Québec, l'agriculture de la région Outaouais-Laurentides est à l'image des hommes et des femmes qui en vivent : dynamiques et passionnés. Ces deux qualités sont à l'origine du leadership qu'exerce la Fédération UPA Outaouais-Laurentides au sein de l'Union depuis maintenant cinquante ans.

Beaucoup de choses ont changé au cours de ces nombreuses années. Mais la détermination des producteurs de la région et leur adhésion aux valeurs du syndicalisme agricole québécois, c'est-à-dire le respect de la personne, la solidarité, l'action collective, la justice sociale, l'équité et la démocratie, demeurent profondes et dignes de mention.

En mon nom personnel et en celui de l'ensemble des élus et des permanents de l'Union, je vous souhaite un joyeux 50e anniversaire.

50 years of adherence to the values of Quebec agricultural unionism

With some 2,300 farms, representing nearly 10% of all Quebec farming operations, agriculture in the Outaouais-Laurentides region is a reflection of the men and women who earn their livelihood from agriculture: dynamic and passionate. These two qualities are the foundation of the leadership shown by the Outaouais-Laurentides UPA Federation as part of the UPA for nearly 50 years.

Many things have changed over the course of these years. The determination of the producers of the region and their belief in the values of the Quebec agricultural union movement, i.e. respect for the individual, solidarity, collective action, social justice, equity and democracy, remain deep and worthy of mention.

On my behalf, and on behalf of all the elected officials and staff at the UPA, I wish you a very happy 50th anniversary.

Marcel Groleau
Président général/*General President*
Union des producteurs agricoles

Introduction

Le Québec agricole et l'après-guerre

Après le boom économique lié à la Deuxième Guerre mondiale, le nombre de cultivateurs connaît une forte baisse. Les gens quittent la campagne pour aller en ville travailler dans les grandes industries. Parallèlement, on voit apparaitre un nouveau genre de cultivateurs que l'on appelle dorénavant « producteurs ». Ils sont plus spécialisés, plus productifs. Ce sont de véritables entrepreneurs qui investissent pour améliorer leurs entreprises agricoles.

Afin d'améliorer leur condition et leur revenu, les cultivateurs se regroupent au sein de syndicats agricoles. L'Union catholique des cultivateurs (UCC), qui jusque-là défendait l'agriculture en général, s'occupera dorénavant de revendiquer de meilleures conditions de mise en marché. L'amélioration de ces conditions de vente passe par la mise en marché collective. Parallèlement, l'UCC continue à revendiquer la mise en place de politiques gouvernementales permanentes plutôt que des aides ad hoc, pour améliorer le niveau de vie de ses membres. L'organisation débat alors régulièrement avec le gouvernement sur le crédit agricole, l'impôt foncier, la gestion et les assurances.

En 1956, après plusieurs années d'efforts, les cultivateurs obtiennent la *Loi sur la mise en marché des produits agricoles* (Loi 44), qui favorisera la mise en place des premiers plans conjoints.

Quebec agriculture and the post war period

After the economic boom due to the Second World War, the number of farmers dropped significantly as people left the countryside for the city to work in large industries. During this period, a new kind of farmer emerged who became known as a "producer". Producers became more specialized, more productive, and they were true entrepreneurs who invested to improve their farming operations.

To improve their condition and their incomes, farmers grouped together as agricultural syndicates. The Union catholique des cultivateurs (UCC), which until that point had defended agriculture in general, started to demand better marketing conditions for its farmers. The improvement of these conditions could be achieved through collective marketing. In parallel to collective marketing, the UCC continued to request the implementation of permanent government policies rather than just ad hoc assistance to improve the quality of life for its members. The organization debated regularly with the government about farm credit, property taxes, insurance programs and farm management.

In 1956, after many years of effort, farmers obtained the Act Respecting the Marketing of Agricultural Products (Bill 44) which paved the way for the implementation of the first joint plans.

1964

Le syndicalisme agricole dans les régions de l'Outaouais et des Laurentides

Les cultivateurs membres de l'UCC sont regroupés en syndicats locaux dont les territoires correspondent généralement à ceux des paroisses catholiques. Les syndicats locaux eux, se regroupent en trois Fédérations locales qui correspondent aux diocèses de l'Église catholique (Mont-Laurier, Hull, Montréal/Saint-Jérome)

Même si les syndicats font des représentations pour tous les cultivateurs, l'adhésion et la cotisation sont volontaires. En 1964, la cotisation est de 10 $. À chaque année, il faut renouveler le membership et collecter la cotisation.

Farm unionism in the Outaouais and Laurentides regions

Farmers who were members of the UCC grouped together in local syndicates, each with a territory generally corresponding to the territories of the Catholic Church parishes. The local syndicates then further grouped together into three local federations that corresponded to the dioceses of the Catholic Church (Mont-Laurier, Hull, and Montréal/Saint-Jérôme).

Even though the syndicates represented all farmers, membership and dues were voluntary. In 1964, the dues were $10 and, each year, memberships had to be renewed and dues had to be collected.

En Outaouais-Laurentides, à cette époque, les syndicats sont réunis en trois fédérations soit :

In the Outaouais-Laurentides region, the syndicates were grouped together under three federations:

L'UCC de Montréal/Saint-Jérome

1 100 MEMBRES/MEMBERS

Président/*President* : Gilbert Filion
Aumônier/*Chaplain* : Guy Racicot
Secrétaire et organisateur/*Secretary & Organizer* : Jean-Paul Laurin

L'UCC du diocèse de Mont-Laurier

340 MEMBRES/MEMBERS

Président/*President* : Eugène Coursol
Aumônier/*Chaplain* : Bernard Cloutier
Secrétaire/*Secretary* : Vianney Richer
Organisateur/*Organizer* : Jean-Paul Laurin

L'UCC du diocèse de Hull

280 MEMBRES/MEMBERS

Président/*President* : Carmel Huneault
Aumônier/*Chaplain* : J.V. Marchand
Secrétaire et organisateur/*Secretary & Organizer* : Jean-Paul Laurin

1

La naissance de la Fédération de l'UCC des Laurentides

L'UCC provincial connaît un recrutement irrégulier. À 42 434, le membership prospère des années 50 chute à 28 156 au début des années 60. Dans la province, compte tenu de la précarité des finances de l'organisation, et de la nécessité de maintenir des services, la Confédération élabore des plans de fusion qui permettront de générer des économies de fonctionnement. La région Outaouais-Laurentides fait partie de l'un de ces plans de fusion.

Au cours de l'année 1964, les trois fédérations locales uniront donc leur force pour devenir la Fédération de l'UCC des Laurentides. Cette tâche s'avère ardue puisque certaines fédérations préfèrent garder leur autonomie locale et leur représentativité au conseil général de l'UCC provincial. Ailleurs en province, on observera aussi la fusion de certaines fédérations. C'est notamment le cas du Bas Saint-Laurent (1966), Saint-Jean-Valleyfield (1966) et Abitibi-Témiscamingue (1968).

The birth of the Laurentides UCC Federation

The provincial UCC had sporadic recruitment efforts. At 42,434, the thriving membership of the 1950's dropped to 28,156 at the beginning of the 1960's. In the province, considering the precarious state of the organization's finances and the need to maintain services, the Confederation developed merger plans that would generate operational savings. The Outaouais-Laurentides region was part of these merger plans.

During the year 1964, the three local federations joined forces to become the Laurentides UCC Federation. This task proved to be difficult as some federations preferred keeping their local autonomy and their representation within the provincial UCC General Council. Elsewhere in the province, there were also mergers of some federations, notably in the case of Bas Saint-Laurent (1966), Saint-Jean-Valleyfield (1966) and Abitibi-Témiscamingue (1968).

La fusion de trois fédérations

Une rencontre des trois exécutifs convoquée par le nouveau président provincial récemment élu, M. Lionel Sorel, a lieu en automne 1963. On présente un plan de fusion qui comporte les avantages suivants :

- Une fédération plus viable financièrement avec plus de personnel pour des nouveaux services, afin d'assurer plus d'activités dans les syndicats paroissiaux et encadrer la mise en place de plans conjoints.
- Des ressources pour la mise en place de service forestier, de plans conjoints dans le bois et pour les conventions de travail en forêt.

Enfin, en 1964, les conseils d'administration des trois fédérations se réunissent et acceptent le plan de fusion. Ils convoquent alors des assemblées de dissolution.

- **Outaouais**
  le 25 février 1964 à la salle paroissiale de Thurso
- **Montréal/Saint-Jérôme**
  le 17 mars 1964 à la salle paroissiale de Saint-Eustache
- **Mont-Laurier**
  le 26 février 1964 à l'école d'agriculture de Mont-Laurier

Merger of three federations

A meeting of the three executives called by the newly elected provincial President, Lionel Sorel, took place in the fall of 1963. A merger plan with the following benefits was presented:

- *A more financially viable federation with more staff for new services to ensure more activities in the parish syndicates and to oversee the implementation of joint plans.*
- *Resources for the implementation of forestry services, joint plans in the forestry industry and for working conditions in the woods.*

Finally, in 1964, the Board of Directors of the three federations met and accepted the merger plan. They then called dissolution meetings.

- **Outaouais**
  February 25th, 1964 at the Thurso Parish Hall
- **Montréal/Saint-Jérôme**
  March 17th, 1964 at the Saint-Eustache Parish Hall.
- **Mont-Laurier**
  February 26th, 1964 at the Mont-Laurier Agricultural School.

Une des premières réunions du conseil d'administration en 1964 à Saint-Eustache.
One of the first Board of Directors meetings in 1964 in Saint-Eustache.

Ouverture de la première réunion

« M. l'abbé Guy Racicot récite d'abord la prière, après quoi, M. Gilbert Filion, président d'assemblée, souhaite la bienvenue à tous les participants et invite l'assemblée à procéder à la formation officielle de l'exécutif »

Un premier plan d'action

Campagne de recrutement :

- Doubler le nombre de membres (de 1 038 à 2 217)
- Les présidents de secteur recrutent deux/trois responsables par paroisse.
- L'objectif sera atteint : au 31 juillet 1965, le nombre de membres est de 2 202.

Le premier budget

À la réunion du conseil du 2 avril, on convient de statuer sur certains postes de dépenses comme :

- Un per diem de 5 $/la demi-journée ou la veillée
- Millage automobile : 0,12 $ du mille.

Le revenu total de l'année sera de 11 048 $.
À l'époque la cotisation est de 10 $ par membre et la Fédération en reçoit 3,50 $.

Call to order of the first meeting

"Abbé Guy Racicot first delivered the prayer, after which Guy Filion, chair of the meeting, welcomed all the participants and asked the assembly to proceed with the official formation of the executive".

First action plan

Recruitment campaign:

- *Double the number of members (from 1,038 to 2,217)*
- *The sector Presidents would recruit two or three agents per parish*
- *The objective was reached: on July 31st, 1965, there were 2,202 members.*

First budget

At the Council meeting of April 2nd, it was agreed to decide on certain items of expenditure such as:

- *A per diem allowance of $5 per half-day or evening.*
- *Travel expenses: $0.12 per mile.*

Total income for the year was $11,048.
At that time, the annual dues were $10 per member, of which the Federation received $3.50.

Développement continuel dans la Fédération des Laurentides

Congrès des coopérateurs

Au congrès de la Fédération de l'UCC de Mont-Laurier

"A l'indifférence de nos gouvernements opposons un front encore plus uni" ... (Fillion)

Premier congrès régional

Un premier congrès régional aura lieu les 20, 21 et 22 septembre 1964 dans trois endroits différents.

First regional congress

The first regional congress took place on September 20th, 21st and 22nd in three different locations.

On procèdera alors à l'élection du premier conseil d'administration.

There were elections for the first Board of Directors.

Montréal/Saint-Jérôme	Mont-Laurier	Outaouais
Gilbert Filion(P)	Eugène Coursol (VP)	Carmel Huneault(E)
Marcel Daoust(E)	Maurice Legault	Réjean Quévillon
Jean Labelle	Phillipe Chalifoux	Jules Thibodeau
Réal Gauthier(E)	Paul Provost	Gilbert Martineau
Paul-Émile Gratton	René Gravel	Clovis Lacasse

Le procès-verbal nous informe des résolutions :

- Appui aux démarches de l'UCC provinciale sur les grands dossiers
- Disette de foin et assurance-récolte/travaux mécanisés/instruments aratoires
- Sélection d'un premier vérificateur : Un certain Robert Bilodeau c.a. dont l'entreprise (aujourd'hui Bilodeau Daigle) continue de scruter nos états financiers en 2014.

L'incorporation de la Fédération sera officialisée le 8 février 1965

The minutes documented the resolutions:

- *Support for the measures taken by the provincial UCC on major issues*
- *Hay shortage and crop insurance, mechanized work, farm implements*
- *Selection of the first auditor: a certain Robert Bilodeau, CA, whose business (now Bilodeau Daigle) continues to audit our financial statements in 2014)*

The incorporation of the Federation became official on February 8th, 1965.

D'un mouvement agricole catholique à un mouvement agricole laïc

À la fin de la Révolution tranquille , l'UCC se transforme, en 1972, en l'Union des producteurs agricoles (UPA). La même année, le gouvernement du Québec adopte la Loi 64, *Loi sur les producteurs agricoles.* Elle stipule «qu'une seule association peut être accréditée auprès de la Régie des marchés agricoles du Québec pour représenter les producteurs agricoles de la province, mais elle doit obtenir l'adhésion de la majorité».

La Fédération tentera alors de rejoindre l'ensemble des producteurs agricoles de la région et solliciter leur adhésion. Des membres, et même des curés, participent à une opération référendum en octobre et novembre. Au 31 décembre 1972, la Fédération compte 3 272 membres sur les 4 671 producteurs de la région, c'est-à-dire que 70 % des producteurs sont membres.

À l'assemblée générale spéciale du 5 octobre 1972, l'UCC des Laurentides devient la Fédération de l'UPA des Laurentides. Ce n'est qu'en 1992 que la Fédération adapte son nom pour officiellement devenir la Fédération de l'UPA Outaouais-Laurentides.

Inauguration de l'entrepôt à pommes de terre de Mont-Laurier

From a Catholic farmers movement to a secular agricultural organization

Towards the end of the Quiet Revolution in 1972, the UCC became the Union des producteurs agricoles *(UPA). That same year, the Quebec government adopted Bill 64, the Farm Producers Act. It stated that "only one association can be accredited with the* Régie des marchés agricoles du Québec *(Agricultural Marketing Board) to represent the agricultural producers of the province, but it requires the adhesion of the majority".*

At this point, the Federation reached out to all agricultural producers of the region in an attempt to get them to join. Members, and even priests, participated in a referendum in October and November. By December 31st, 1972, the Federation had 3,272 members out of the 4,671 producers of the region. In other words, 70% of the producers became members.

At the special general meeting of October 5th, 1972, the Laurentides UCC became the Laurentides UPA Federation. It was only in 1992 that the Federation adapted its name to officially become the Outaouais-Laurentides UPA Federation.

UPA L'Union des producteurs agricoles

UNION CATHOLIQUE DES CULTIVATEURS

Au congrès de l'UCC Montréal-St-Jérôme

"C'est vous, cultivateurs qui faites la force de l'UCC..."

(Caxalais)

Dates importantes dans l'histoire de la Fédération		Important dates in the history of the Federation
Création de l'UCC de Mont-Laurier	**1938**	*Creation of the Mont-Laurier UCC*
Création du l'UCC de Montréal	**18 octobre/*October 18th* 1942**	*Creation of the Montréal UCC*
Création de l'UCC de l'Outaouais	**1944**	*Creation of the Outaouais UCC*
Création de l'UCC de Montréal/Saint-Jérôme	**1951**	*Creation of the Montréal/Saint-Jérôme UCC*
Incorporation de la Fédération de l'UCC des Laurentides	**8 février /*February 8th* 1965**	*Incorporation of the Laurentides UCC Federation*
L'UCC des Laurentides devient l'UPA des Laurentides	**5 octobre /*October 5th* 1972**	*The Laurentides UCC becomes the Laurentides UPA*
L'UPA des Laurentides devient **l'UPA Outaouais-Laurentides**	**1992**	*The Laurentides UPA becomes the Outaouais-Laurentides UPA*

2

Les présidents depuis la Fondation

The Presidents since the beginning

GILBERT FILION, Président 1964-1969

Producteur de lait et d'œufs de consommation de Sainte-Thérèse dans les Basses-Laurentides. Gilbert Filion sera le tout premier président de la Fédération de l'UCC des Laurentides, et ce, pendant cinq ans. Il siègera par ailleurs sur l'exécutif provincial de l'UCC de 1963 à 1968. En 1969, des problèmes de santé l'obligent à démissionner et à vendre sa ferme.

A milk and table egg producer from Sainte-Thérèse in the Lower Laurentians, Gilbert Filion was the first President of the Laurentides UCC Federation, a position he held for five years. He also sat on the provincial UCC executive from 1963 to 1968. In 1969, health problems forced him to resign and to sell his farm.

MARCEL THIBODEAU, Président 1969-1976

Producteur laitier de Thurso en Outaouais, Marcel Thibodeau occupe la présidence de la Fédération pendant sept ans. Il contribue à la transition entre l'UCC et l'UPA. On dit de Marcel que c'est un homme fier. Il est fier de son métier d'agriculteur, fier de présider la Fédération régionale et fier de son travail au sein de l'Union. Il contribue avec les membres de l'UPA provinciale à la mise en place de la *Loi sur les producteurs agricoles* en 1972.

A dairy producer from Thurso in the Outaouais region, Marcel Thibodeau held the position of president of the Federation for seven years. He contributed to the transition between the UCC and UPA. It can be said that Marcel was a proud man. He was proud to be a farmer, proud to be president of the regional Federation and proud of his work with the Union. He contributed, along with other provincial UPA members, to the implementation of the Farm Producers Act in 1972.

JEAN-PAUL CARPENTIER, président 1976-1983 & 1985-1988

Producteur laitier de Saint-Philippe d'Argenteuil, Jean-Paul Carpentier a marqué l'histoire de la Fédération tant pour la durée de son mandat de président que pour son leadership. Jean Paul Carpentier est un homme d'action et il est déterminé. Cigare à la main, il s'impose partout où il passe, et ce, malgré sa petite taille. Il milite en faveur de la *Loi sur la protection du territoire agricole* et pour l'adhésion des producteurs à cette Loi. Il négociera les compensations pour les producteurs au moment de l'implantation d'un gazoduc sur le territoire régional. Il fut aussi membre de l'exécutif provincial de 1977 à 1982. Il sera membre du comité provincial responsable de la construction de la Maison de l'UPA au début des années 80. Lors de son retour au poste de président en 1985, plusieurs renversements de tracteurs bouleversent la communauté agricole de la région. Carpentier militera pour la prévention des accidents à la ferme.

A dairy producer from Saint-Philippe d'Argenteuil, Jean-Paul Carpentier made his mark on the history of the Federation for both the duration of his stay as President and his leadership. Jean-Paul Carpentier was determined and a man of action. Always holding a cigar in his hand, he always made his presence known wherever he went despite being of small physical stature. He campaigned in favour of the Act to Preserve Agricultural Land and for producers to adhere to this law. He negotiated compensation for producers during the installation of a gas pipeline across the regional territory. He was also a member of the provincial executive from 1977 to 1982. He was a member of the provincial committee in charge of the construction of the Maison de l'UPA in the early 1980's. After his re-election to the position of President in 1985, there were several tractor roll-overs, which greatly affected the region's farming community. Carpentier went on to campaign for the prevention of farm accidents.

ROGER LEGAULT, président 1983-1985

Producteur laitier de Plaisance en Outaouais, Roger Legault est considéré comme un homme discret et consciencieux. Il assurera la présidence de transition. Reconnu comme un gestionnaire chevronné, il concentrera ses efforts sur la gestion et les finances de la Fédération.

A dairy producer from Plaisance in the Outaouais region, Roger Legault was considered a discreet and conscientious man. He was President during a transition period. Known as a seasoned administrator, he focused his efforts on the Federation's management and finances.

RODRIGUE DUBOIS, président 1988-1990

Producteur laitier de Boisbriand dans les Basses-Laurentides, Rodrigue Dubois est un homme de consensus. Érudit et cultivé, Rodrigue présidera la Fédération avec l'objectif de rallier les troupes. Ses années à la présidence ont été caractérisées par des combats contre l'étalement urbain. C'est aussi à l'époque des accords du GATT et des négociations de libre-échange entre le Canada et les États-Unis. Du point de vue environnemental, c'est la période des pluies acides. Les producteurs se mobilisent : « Les pluies acides détruisent nos érablières »!

A dairy producer from Boisbriand in the Lower Laurentians, Rodrigue Dubois was a man of consensus. Well-educated and refined, Rodrigue presided over the Federation with the objective of rallying the troops. His years as President were characterized by the battle against urban sprawl. It was also the period of the GATT agreement and the free-trade negotiations between Canada and the United States. From an environmental point of view, it was also the period of acid rain. Producers became mobilized: "Acid rain is killing our maple trees".

BRUNO ALARY, président 1990-1995

Producteur de lait de Luskville en Outaouais, Bruno est considéré comme un leader capable de mobiliser ses pairs. Il œuvre à une époque où les dossiers de l'encan de Gatineau et de la laiterie de Plaisance occupent beaucoup l'attention de la Fédération. Durant son mandat, il fera également face à la contestation de producteurs anglophones qui estiment que l'UPA est une organisation qui défend les producteurs francophones. Son leadership lui permettra de rallier les deux clans et préserver l'unité au sein de l'Union. Il mobilise les troupes afin de récupérer les 1,2 M $ de cotisations à percevoir auprès des producteurs contestataires. Il s'agira de l'un des dossiers qui le confirmeront comme un grand syndicaliste.

A dairy producer from Luskville in the Outaouais region, Bruno was considered a leader able to mobilize his peers. He served at a time when the Federation spent a lot of time dealing with the Gatineau Sales Barn and the Laiterie de Plaisance issues. During his term, he also faced the protest of English-speaking producers who felt that the UPA was an organization defending mostly French-speaking producers. His leadership style allowed him to rally both sides and preserve unity within the Union. He mobilized the troops in order to recover the $1.2 million from dissident producers. It was one of the issues that confirmed his role as a great union leader.

MARC CAVALIER, président 1995-1997

Producteur ovin de Saint-Sixte, Marc Cavalier est un précurseur. Arrivé à la présidence de la Fédération avec un profil différent de ses prédécesseurs, il évolue dans un marché de créneau en agrotourisme. Il fut aussi, au début des années 90, président de la Fédération des producteurs ovins du Québec. Il est président à un moment difficile alors que la Fédération vit une crise de leadership interne et que les finances sont en mauvais état. C'est une époque où l'encan de Gatineau demande un grand support financier. Au même moment, la pénurie de main-d'œuvre est grandissante dans la région. M. Cavalier démontrera par ailleurs un intérêt réel à régler cette problématique.

Marc Cavalier was a pioneer. He arrived at the Federation with a profile that differed from that of his predecessors. A sheep producer in Saint-Sixte, he worked in the agri-tourism niche market. In the early 1990's, he was also President of the Quebec Sheep Producers Federation. He was President during a difficult time when the Federation was going through an internal leadership crisis and when finances were in a poor state. It was the time when the Gatineau Sales Barn needed substantial financial assistance. At that time, there was also an increasing shortage of manpower in the region. Marc showed a genuine interest in resolving this problem.

MARCEL BRISEBOIS, président 1997-2000

Producteur de lait et forestier de Mont-Laurier, on reconnait Marcel par son sens de l'humour qui permet de désamorcer les situations tendues. Il est considéré comme un homme rassembleur qui fait consensus. Il assumera une présidence de transition.

A dairy and forestry producer in Mont-Laurier, Marcel was recognized for his sense of humour that enabled him to defuse tense situations. He was considered a unifier who was able to reach a consensus. He was President during a transition period.

RICHARD MAHEU, président depuis/*since* 2000

Après avoir représenté les groupes-conseils au conseil d'administration de la Fédération pendant huit ans, Richard Maheu devient le président en 2000, réalisant ainsi le plus long mandat des présidents de la Fédération. Producteur de lait de Sainte-Anne-des-Plaines, il devient plus tard producteur ovin et acéricole de Mirabel. Ses fonctions de président l'amèneront à siéger sur l'exécutif de l'UPA provinciale durant sept mandats et il occupera aussi les fonctions de président pour l'organisme Agri-traçabilité Québec (ATQ) de 2006 à 2013. M. Maheu s'est démarqué dans les dossiers d'aménagement du territoire pour lesquels son expertise est reconnue. Sous sa présidence, la Fédération régionale adopte un cadre d'aménagement qui fait figure de modèle à l'échelle de la province. Le parachèvement de l'autoroute 50 est aussi l'un des dossiers qu'il travaille avec acharnement. Les négociations avec le ministère des Transports du Québec qui perdurent depuis des années se concluent. C'est aussi sous son leadership qu'on observe un rapprochement entre l'UPA et les producteurs anglophones.

After representing the farm management advisory groups on the Federation's Board of Directors for eight years, Richard Maheu became President in 2000 and the longest serving of all the Federation's presidents. A dairy producer from Sainte-Anne-des-Plaines, he later became a sheep and maple syrup producer in Mirabel. His role as President lead him to sit on the Provincial UPA executive for seven terms and he also held the position of President of Agri-Traçabilité Québec from 2006 to 2013. Mr. Maheu stood out on the land-use planning issues for which his expertise was recognized. During his presidency, the regional Federation adopted a land development framework that is now used as a model throughout the province. The completion of Autoroute 50 is also one of files on which he worked hard. The negotiations with the Quebec Ministry of Transportation, which had been going on for years, were finally completed. It is also under his leadership that further increased and improved relations between the UPA and English-speaking producers has been witnessed.

LES SECRÉTAIRES (Directeurs régionaux) SECRETARIES *(Regional Directors)*

1964-1968
Jean-Paul Laurin
(Secrétaire et propagandiste des trois fédérations lors de la fusion)
(Secretary and spokesperson for the three federations during the merger)

1968-1972
Jean-Louis Chabot

1971-1973
Gérald Roy

1973-1980
Germain Robert

1980-2000
Denis Papin

2000 -
René Ledoux

3

Les syndicats de base

En 1964, la Fédération régionale regroupe un total de cinquante-sept syndicats de base. Leur rôle consiste d'abord au recrutement des membres et à la collecte de la cotisation. Depuis l'adoption de la loi sur la mise en marché en 1956, leur défi est aussi d'assurer l'organisation des producteurs en plan conjoint. L'Union était alors le moteur de ce recrutement intensif. Progressivement au cours des années, on constate que les dossiers d'aménagement du territoire et les dossiers d'évaluation, suite à des expropriations, prendront de plus en plus d'importance. (voir chapitre 7)

En 1965, la fusion des syndicats de base se poursuit. La région en comprendra alors quarante-cinq. De ce nombre, l'Outaouais en compte douze, la région de Mont-Laurier quinze et Montréal/Saint-Jérôme dix-huit. À cette époque, le conseil d'administration de la Fédération est composé de quinze membres choisis lors de l'assemblée générale annuelle. Le membership régional s'élève alors à 2 203 membres sur quelque 7 000 producteurs.

Base syndicates

In 1964, the regional Federation grouped together a total of 57 base syndicates. In the beginning, their role consisted of recruiting members and collecting dues. Since the adoption of the Farm Products Marketing Act in 1956, their challenge was also to organize producers into joint plans. The Union, therefore, was the driving force of this intensive recruiting. Progressively, throughout the years, issues dealing with land-use planning and property evaluations following expropriation became increasingly important. (See Chapter 7)

In 1965, the merger of base syndicates continued. The region had 45 at that time. Of this number, 12 were in the Outaouais region, 15 in the Mont-Laurier region and 18 in the Montréal/Saint-Jérôme region. At that time, the Federation's Board of Directors was comprised of 15 members chosen during the Annual General Meeting. The total number of members was then 2,203 out of approximately 7,000 producers.

La représentation des syndicats locaux au sein de la Fédération

Au conseil d'administration du 13 août 1970, les membres se prononcent sur la «régionalisation des syndicats de base» et conviennent d'une nouvelle répartition des secteurs basée sur le nombre de producteurs.

Au tournant des années 90, on assiste à plusieurs fusions. Tout d'abord, les syndicats de Ferme-Neuve et de Mont-Laurier fusionnent, en 1997, pour former l'UPA de la Lièvre. En 2002, on assistera à l'apparition du syndicat de l' UPA Papineau, résultat de la fusion des syndicats de Thurso et Petite Nation. Le syndicat de Mont-Bleu (Saint-Benoit, Saint-Placide, Oka) se dissout en 2002. Ses membres joignent les rangs des syndicats de l'UPA de Deux-Montagnes et de Sainte-Scholastique-Mirabel. En 2010 l'UPA d'Outaouais-Centre se fusionne avec celui de Gatineau-sud français pour devenir l'UPA des Collines-de-l'Outaouais.

Cette tendance à la fusion permettra du même coup aux syndicats d'harmoniser leur territoire avec celui des MRC, plaçant ainsi la Fédération régionale à l'avant-garde de ce qui sera la reconfiguration territoriale que feront plus tard tous les syndicats de la province.

The representation of local syndicates at the Federation

During the Board of Directors' meeting of August 13th, 1970, the members voted in favour of "regionalizing the base syndicates" and agreed on a new distribution of the sectors based on the number of producers.

At the start of the 1990's, there were several mergers. Firstly, in 1997, the syndicates from Ferme-Neuve and Mont-Laurier merged to form the UPA de la Lièvre. Later, in 2002, we saw the formation of the Papineau UPA syndicate as a result of the merger between the Thurso and Petite-Nation syndicates. The Mont-Bleu syndicate (Saint-Benoit, Saint-Placide, Oka) was dissolved in 2002. Its members joined the ranks of the Deux-Montagnes & Sainte-Scholastique-Mirabel UPA. In 2010, the Outaouais-Centre UPA merged with the Gatineau-Sud French syndicate to become the Collines-des-Outaouais UPA.

At the same time, this tendency to merge provided an opportunity for the syndicates to harmonize their territory with that of the MRC, which placed the regional Federation ahead of the territorial reconfiguration carried out later for all of the syndicates in the province.

REPRÉSENTATION AU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA FÉDÉRATION (1970)

REPRESENTATION ON THE FEDERATION'S BOARD OF DIRECTORS (1970)

1 Ferme-Neuve
2 Mont-Laurier
3 Huberdeau
4 Laval
5 Saint-Eustache
6 Saint-Benoit
7 Sainte-Scholastique
8 Argenteuil
9 Terrebonne
10 Buckingham
11 Papineauville
12 Thurso
13 Gatineau-nord
14 Gatineau-sud
15 & 16 Pontiac

L'UPA du futur

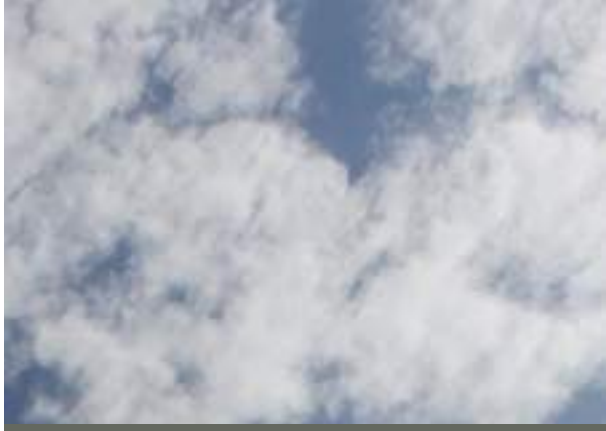
Au début des années 2010, la structure de l'UPA connaît à nouveau d'importants changements. Avec l'objectif de se rapprocher des producteurs, les délégués adoptent le projet de l'UPA du futur. Dorénavant, les syndicats de base du Québec ajustent leur territoire en fonction des MRC. Ils s'appelleront maintenant syndicats locaux* et seront appuyés par un employé de la Fédération.

Ainsi, les syndicats de l'UPA d'Argenteuil-Sud et d'Argenteuil-anglais fusionnent pour devenir le syndicat de l'UPA d'Argenteuil. Il en va de même pour le syndicat de l'UPA de Gatineau-South English qui se dissout et ses membres rejoignent les syndicats avoisinants des Collines -de-l'Outaouais et de Vallée-de-la-Gatineau.

The UPA of the Future

In early 2010, the UPA once again underwent significant changes. With the objective of getting closer with producers, the delegates adopted the UPA of the Future project. From then on, the base syndicates in Quebec adjusted their territories according to that of their MRC. They are now called local syndicates and are supported by an employee of the Federation.*

The Argenteuil-Sud and Argenteuil English syndicates merged to become the Argenteuil UPA syndicate. Gatineau South English was also dissolved and its members joined the neighbouring syndicates of Collines-de-l'Outaouais and Vallée-de-la-Gatineau.



Rationalisation du nombre de syndicats de base au Québec

Rationalization of the number of base syndicates in Quebec

1974 : 828 syndicats/*syndicates*

1983 : 178 syndicats/*syndicates*

2003 : 155 syndicats/*syndicates*

2013 : 92 syndicats/*syndicates*
(ajustement selon le découpage des MRC)
(according to the boundaries of the MRCs)

Le saviez-vous?

Nos archives révèlent que le nom «syndicat local» était utilisé il y a cinquante ans pour ensuite faire place à celui de « syndicat de base ». Ironiquement, ce terme effectuera un retour dans le jargon de l'UPA en 2012 avec l'UPA du « futur ».

Did you know?

Our archives reveal that the name "local syndicate" was used 50 years ago, only later to give way to the term "base syndicate". Ironically, this term made a comeback in the UPA jargon in 2012 through the UPA of the Future project.

Les syndicats anglophones

La présence d'un important bassin de producteurs anglophones est l'une des caractéristiques de notre région. Ces producteurs, concentrés principalement en Outaouais et dans la MRC d'Argenteuil, ont façonné notre histoire. En 2014, 20 % des producteurs de la région identifient d'ailleurs l'anglais comme leur langue de correspondance. En Outaouais, ce pourcentage s'élève même à 43 %.

Historiquement représentés par plusieurs autres organisations, les agriculteurs anglophones de l'Outaouais ont longtemps tardé à joindre les rangs d'une union qui, faut-il le rappeler, était chapeautée par le clergé catholique francophone. En 1972, la transformation de l'UCC en organisation laïque aurait pu laisser présager un rapprochement avec la clientèle anglophone. Cependant, l'imposition d'une cotisation obligatoire pour une organisation jusqu'à maintenant peu présente dans le secteur, ne s'est pas avérée facilitante.

En raison de la langue, des syndicats de base se sont fusionnés ou scindés au cours du temps. À partir des années 2000, la Fédération de l'UPA Outouais-Laurentides prend l'engagement formel de bien desservir la clientèle anglophone. Jusqu'en 2012, la Fédération régionale comptait d'ailleurs sur son territoire trois syndicats de base (deux en Outaouais et un dans les Laurentides) entièrement anglophones. Avec la refonte des territoires, ces syndicats se sont pleinement intégrés à la structure.

English-speaking syndicates

The presence of a significant number of English-speaking producers is one of the characteristics of our region. These producers, primarily concentrated in the Outaouais region and the Argenteuil MRC, have shaped our history. In 2014, 20% of the producers of the region stated English as their language of correspondence. In the Outaouais region, this percentage reached 43%.

Historically represented by many other organizations, the Outaouais English-speaking farmers hesitated for a long time before joining the ranks of a union which, we should mention, was overseen by the French-speaking Catholic clergy. In 1972, the transformation of the UCC into a secular organization could have suggested closer ties with the English-speaking clientele. However, the imposition of compulsory dues for an organization that was doing little for them in the sector did not facilitate things.

Due to the language issue, some base syndicates merged or split up over time. Starting in the early 2000's, the Outaouais-Laurentides UPA made the formal commitment to properly serve its English-speaking clientele. Until 2012, the Outaouais-Laurentides UPA had three entirely English-speaking base syndicates within its territory (two in the Outaouais region and one in the Laurentians). With the reshaping of the syndicate territories, these then became fully integrated.

Depuis plus de trente ans, un producteur laitier de Shawville, M. Chris Judd, n'a jamais cessé de croire à la force de l'UPA. En présidant les destinées du syndicat local du Pontiac, malgré l'adversité de plusieurs de ses membres et en occupant une fonction au sein du comité exécutif de la Fédération régionale ainsi qu'au Syndicat des producteurs de lait, il a toujours exprimé son souhait du rapprochement qui aujourd'hui est pleinement accompli.

For more than 30 years, Chris Judd, a dairy producer from Shawville, never stopped believing in the strength of the UPA. By presiding over the destiny of the Pontiac local syndicate, despite the adversity of many of its members, and by holding a position on the executive committee of the regional Federation and on the dairy producers syndicate, he always expressed his desire to see closer ties, which today has been fully accomplished.

4

Les syndicats spécialisés et la mise en marché collective

Specialized Syndicates & Collective Marketing

La perspective d'une mise en marché collective qu'offrent les plans conjoints stimule le recrutement des membres à l'Union. Avec leur mise en place, les producteurs aspirent à de meilleures conditions de vente et un traitement plus équitable. Dans la région, les producteurs de lait et les producteurs de bois seront les premiers à les utiliser. Aux débuts des années 60, on compte quatre de ces plans conjoints régionaux dans la mise en marché du bois et quatre dans la mise en marché du lait.

Les producteurs de lait

Il existe à ce moment deux marchés de lait différents : le marché du lait nature et le marché du lait industriel. Les règles de marché sont alors quasi inexistantes. Les producteurs ne possèdent pas toujours le contrôle sur la livraison et le prix de leur produit. La collecte du lait est erratique.

Les producteurs de lait nature

En 1964, quatre plans conjoints visant à approvisionner les laiteries locales en lait nature sont en application ou sur le point de l'être dans la région. Ce sont les plans conjoints des producteurs des régions de Labelle, Saint-Eustache, Sainte-Thérèse et Saint-Jovite. C'est le directeur régional de l'époque qui assume le secrétariat de ces plans conjoints et qui prépare les négociations avec les laiteries. À partir de 1966, des efforts seront déployés pour regrouper les deux cent cinq producteurs adhérents à ces plans conjoints dans un seul syndicat régional. D'importantes modifications administratives sont nécessaires pour harmoniser les différentes conventions. Le Syndicat des producteurs de lait des Laurentides est ainsi créé.

The idea of collective marketing provided through joint plans helped boost the recruitment of members to the Union. With the implementation of joint plans, producers hoped for improved sales conditions and more equitable treatment. In the region, milk and wood producers were the first ones to utilize them. In the early 1960's, there were four regional joint plans for the marketing of wood and four for milk marketing.

Milk producers

At that time, there were two different milk markets: one market for fluid milk, and another for industrial milk. Market regulations were practically non-existent. Producers still did not have control over the delivery and price of their product, and milk collection was erratic.

Fluid milk producers

In 1964, four joint plans aimed at supplying local dairy plants with fluid milk were implemented or were soon to be implemented in the region. They were the joint plans for the producers of the Labelle, Saint-Eustache, Sainte-Thérèse and Saint-Jovite regions. The regional director at the time acted as secretary for these joint plans and prepared the negotiations with the dairy plants. Beginning in 1966, efforts were made to regroup the 205 producers belonging to these joint plans into a single regional syndicate. Significant administrative modifications were required to harmonize the different agreements. The Syndicat des producteurs de lait des Laurentides was therefore created.

Dans le but de renforcer sa légitimité dans la région, le Syndicat des producteurs de lait se lancera dans une campagne d'adhésion qui aura pour but de regrouper les producteurs de Saint-Jérôme, Maniwaki, Gracefield et Buckingham. L'objectif ambitieux est de convaincre quelque quatre cent cinquante producteurs d'adhérer à un plan conjoint provincial. C'est en 1970 que la mise en place d'un plan conjoint provincial des producteurs de lait nature se concrétisera.

With the goal of reinforcing its legitimacy in the region, the Milk Producers Syndicate launched a membership campaign to group together the producers from Saint-Jovite, Maniwaki, Gracefield and Buckingham. The ambitious objective was to convince some 450 producers to join a provincial joint plan. In 1970, the implementation of a provincial joint plan for fluid milk producers became a reality.

Dès l'implantation des contingents, les syndicats du lait ont dû assumer la responsabilité des transactions de quota entre les propriétaires.

Ainsi, chaque mois jusqu'au début des années 80, les syndicats ont organisé des ventes de quota dans plusieurs municipalités telles Saint-Eustache, Maniwaki, Gracefield, Mont-Laurier, Buckingham.

Chaque fois, le président ou le secrétaire du syndicat s'improvisait « encanteur ». Ces ventes, très courues des producteurs, devinrent rapidement un important lieu de rencontre qui a marqué la mémoire collective.

Upon the implementation of quotas, milk syndicates had to assume responsibility for transactions between quota owners.

So, every month until the early 80's, the syndicates organized quota sales in several municipalities such as Saint-Eustache, Maniwaki, Gracefield, Mont-Laurier, and Buckingham.

Each time, the President or the Secretary of the syndicate acted as "auctioneer". These sales, which were very popular with producers, became an important meeting place that marked the collective memory.

Les producteurs de lait industriel

Au même moment, en avril 1966 l'UCC provinciale espère beaucoup de la création d'une fédération provinciale de producteurs de lait industriel qui pourrait regrouper jusqu'à 52 000 producteurs. De son côté, la Fédération régionale fera une priorité de la mise en place d'un syndicat régional. Le 30 mars 1966 à Saint-Hermas, quarante producteurs fondent le Syndicat des producteurs de lait industriel des Laurentides. Ils espèrent amener les six cents producteurs des Basses-Laurentides à y adhérer.

Industrial Milk Producers

Around the same time, in April 1966, the provincial UCC expected a lot from the creation of a provincial federation of industrial milk producers that could group together up to 52,000 producers. For its part, the Federation prioritized the implementation of a regional syndicate. On March 30th, 1966, in Saint-Hermas, 40 producers founded the Syndicat des producteurs de lait industriel des Laurentides. Their hope was to get the 600 producers from the Lower Laurentians to join.

Vers la fusion des deux syndicats

Le Syndicat des producteurs de lait nature et celui des producteurs de lait industriel sont tous deux affiliés à la Fédération régionale. À l'époque, les producteurs de lait nature sont beaucoup moins nombreux, tant à l'échelle provinciale qu'à l'échelle régionale. Le marché du lait nature offre un prix nettement supérieur au marché du lait industriel, mais les normes de qualité et de régularité sont plus exigeantes.

Au milieu des années 1970, les producteurs qui approvisionnent le marché de lait industriel produisent de plus en plus un lait qui rencontre aussi les normes de qualité et de régularité. La coexistence de ces deux plans conjoints à l'échelle provinciale devient de plus en plus insoutenable. On assiste, en 1976, au début de ce qu'on appellera désormais la « Guerre des deux laits ». La Fédération régionale travaillera activement à tenter de concilier les deux groupes de producteurs. Les deux syndicats régionaux seront fusionnés en 1983 sans toutefois mettre complètement un terme aux frictions entre les deux groupes. Cette guerre connaîtra son dénouement dans les années 90 avec l'instauration du quota unique en 1996. Pendant ce temps, au niveau provincial, au cours de cette période, le syndicat régional, qui comptait un nombre important de producteurs de lait nature, s'est impliqué à plusieurs reprises par de nombreuses représentations à la Régie des marchés agricoles du Québec afin que le rapprochement des revenus des deux groupes de producteurs se fasse de la façon la plus « progressive » possible.

C'est en avril 1977 que Serge Deshaies, alors jeune agronome diplômé, fait son entrée à la Fédération. Il occupera le poste de secrétaire du Syndicat des producteurs de lait de la région pendant trente-trois ans, soit jusqu'en août 2010.

In April 1977, Serge Deshaies, then a recently graduated agronomist, joined the Federation. He held the position of secretary for the milk producers syndicate for the region for 33 years, until August 2010.

Towards the merger of both syndicates

The Fluid Milk Producers Syndicate and the Industrial Milk Producers Syndicate were both affiliated with the regional federation. At that time, the fluid milk producers were outnumbered at both the provincial and regional levels. The fluid milk market offered a price clearly superior to that of the industrial milk market, but the standards for quality and regularity were more stringent.

In the middle of the 1970's, producers supplying the industrial milk market increasingly produced milk that also met these standards for quality and regularity. The co-existence of these two joint plans at the provincial level became increasingly unsupportable. In 1976, what came to be called the "War of the Two Milks" was witnessed. The regional federation worked hard to try to reconcile the two groups of producers, and the two regional syndicates eventually merged in 1983. However the friction between the two groups still remained and this "war" only came to end with the establishment of a single quota system in 1996. At the provincial level, during that period, the regional syndicate, which had a significant number of fluid milk producers, approached the Régie de marchés agricoles du Québec *on numerous occasions to ensure that the merging of the revenues of the two groups be done as "progressively" as possible.*

Les producteurs de bovins

Au cours des années 70, la production bovine commence à se développer de façon importante. Le conseil d'administration de la Fédération mandatera le président pour initier la fondation d'un véritable syndicat des producteurs de bovins et de prendre contact avec une association déjà existante « l'Association des producteurs de bovins de l'Outaouais ». Le syndicat sera créé en décembre 1974.

La Fédération régionale assumera un leadership dans les revendications des producteurs de bœuf. L'année même de sa fondation, le débat sur les coûts de production et l'ASRA font rage partout au Québec. On mobilise alors les producteurs de la région pour participer aux grandes manifestations d'octobre 1974. Un comité de mise en marché est par ailleurs mis en place dans les mois qui suivent. En août 1976, le conseil d'administration convient de prioriser l'organisation d'encans dans la région pour structurer la mise en marché des producteurs démunis face aux abus et à la désinformation des commerçants d'animaux. La Fédération mènera différentes initiatives qui conduiront ultimement à la construction de l'encan de Gatineau en 1992. (chapitre 6). En 1982, le plan conjoint de producteurs de bovins est adopté à 77 % des voix exprimées.

Beef producers

During the 1970's, beef production began to develop more substantially. The Federation's Board of Directors mandated the President to launch the foundation of a true beef producers syndicate and to contact an already existing association: the Association des producteurs de bovins de l'Outaouais. The syndicate was created in December 1974.

The regional federation assumed a leadership role for the expressed needs of the beef producers. In the first year of its foundation, debates over production costs and ASRA (Farm Income Stabilization Insurance) were raging across Quebec. The producers of the region mobilized to take part in the large demonstrations held in October 1974. A marketing committee was formed in the following months. In August 1976, the Board of Directors agreed to prioritize the organization of regional auctions to structure beef marketing for producers who were defenceless against the abuses and misinformation of livestock dealers. The Federation showed the way on various initiatives that led ultimately to the construction of the Gatineau Sales Barn in 1992 (see Chapter 6). In 1982, the beef producers' joint plan was adopted with a majority of 77% of the votes cast.

Les producteurs de bois et les travailleurs forestiers

En 1964, les producteurs forestiers occupent une place significative au sein de l'UCC. Il existe déjà différents regroupements qui opèrent dans la région. En 1968, Grégoire Savard, employé de la Fédération régionale, sera nommé secrétaire de l'ensemble des syndicats sauf Pontiac.

Wood producers and forestry workers

In 1964, wood producers held a significant place within the UCC. There were already different groups operating in the region. In 1968, Grégoire Savard, Secretary at the regional Federation, was named secretary for all of the wood syndicates, excluding Pontiac.

Syndicat de producteurs de bois dans la région / Wood Producers Syndicate in the region

Nom du Syndicat Syndicate name	Année de fondation Foundation year	Commentaires Comments	
Syndicat des producteurs de bois de Labelle	1964	En 1965, les membres obtiennent leur plan conjoint auprès de la Régie de marchés agricoles du Québec	*In 1965, the members obtained their joint plan from the Régie de marchés agricoles du Québec*
Syndicat des producteurs de bois des Laurentides	1965	Le Syndicat ira jusqu'à regrouper les producteurs de Papineau en Outaouais. Plan conjoint en 1967	*The Syndicate included producers from Papineau. Joint plan obtained in 1967*
Office des producteurs de bois de Gatineau	1960	Plan conjoint depuis 1960. L'Office demandera et obtiendra son affiliation à la Fédération régionale en 1973	*A joint plan in place since 1960. The group requested and received its affiliation with the regional federation in 1973*
Office des producteurs de bois du Pontiac	1960	Ne s'est jamais affilié à la Fédération régionale	*The group was never affiliated with the regional federation*

Les travailleurs forestiers

Depuis 1934, l'UCC s'emploie à défendre les travailleurs forestiers notamment par le biais d'une filiale autonome «L'Union des bûcherons ». Une grande partie des bûcherons de l'époque sont en fait des cultivateurs ou des fils de cultivateurs qui montent aux chantiers l'hiver après les récoltes.

En 1964, la Fédération de l'UPA des Laurentides négociera deux conventions collectives pour des travailleurs de chantier. Ce sera une négociation ardue et difficile. D'autres syndicats ouvriers sont également présents. En 1966, les membres du conseil d'administration de la Fédération des Laurentides conviendront de ne pas mettre d'effort pour contrer le maraudage. En 1970, les syndicats de travailleurs forestiers passeront à la FTQ. La Fédération régionale cessera alors toute action dans le domaine.

Forestry workers

Since 1934, the UCC had been defending forestry workers notably through an autonomous affiliate called "L'Union des bûcherons" (Loggers Union). The vast majority of loggers at that time were in fact farmers or sons of farmers who went to work in the bush for the winter after the crops were done.

In 1964, the Fédération de l'UPA des Laurentides negotiated two collective agreements for forestry workers. The negotiations were hard and difficult. Other labour unions were also present. In 1966, members of the Laurentides Federation's Board of Directors agreed not to put effort into countering (membership) raids. In 1970, the forestry workers' syndicates joined the FTQ and the Federation then stopped all activities in this area.

5

Le développement des services

Development of services

Se regrouper au sein d'une plus grande Fédération a pour avantage d'avoir des employés dédiés aux revendications des producteurs. Dès 1964, la fonction de directeur régional est confiée à Jean-Paul Laurin, déjà organisateur des trois fédérations. À leur première réunion, les membres du conseil d'administration conviennent d'embaucher Grégoire Savard qui sera responsable de la mise en marché du bois et d'une adjointe administrative, Lucette Gravel Dumoulin. Monsieur Savard occupera cette fonction pendant près de trente ans, soit jusqu'au début des années 90.

Progressivement, la mise en place des plans conjoints et des services requiert l'embauche de nouveaux employés. En plus des plans conjoints, dont il faut s'occuper, la charge de travail est très diversifiée avec les dossiers d'expropriation, d'évaluation foncière, d'animation des syndicats de base francophones et anglophones, etc.

Joining the ranks of a larger federation had the advantage of having employees dedicated to the demands expressed by producers. In 1964, the position of Regional Director was offered to Jean-Paul Laurin, who was also the organizer for the three federations. During the first meeting, the members of the Board of Directors agreed to hire Mr. Grégoire Savard and an administrative assistant, Ms. Lucette Gravel Dumoulin. Mr. Savard was in charge of wood marketing and he held that position for nearly 30 years, until the beginning of the 1990's.

Progressively, the implementation of the joint plans and associated services required the hiring of new employees. Along with the joint plans that had to be dealt with, the workload was very diversified, with files dealing with expropriation, property evaluation, managing the French-speaking and English-speaking syndicates, etc.

D'un service d'expropriation et d'évaluation à un service d'aménagement et d'environnement

Le développement économique des années 70 génère plusieurs cas d'expropriation aux fins de services publics. On pense évidemment à la construction de l'aéroport de Mirabel annoncée en 1969 et, par la suite, les autoroutes 13 et 50. Il y a eu aussi des lignes d'électricité, notamment entre Saint-Augustin et Perkins (Val-des-Monts) en 1973 où cent cinquante producteurs agricoles et forestiers ont été affectés, mais aussi un pipeline en 1976 dont on parle encore en 2014.

Devant le nombre grandissant de demandes qui génère une somme colossale de dossiers individuels, les membres mettent en place un service d'expropriation. La Fédération, qui n'a toutefois que des moyens financiers restreints, offrira d'abord ce service par l'entremise de Jean-Louis Chabot qui occupe déjà certaines fonctions d'animation. En février 1975, alors que les besoins sont trop nombreux, la Fédération embauchera un employé entièrement dédié à l'évaluation des propriétés et inaugure officiellement le service d'évaluation.

Au fil des années, grâce au travail de l'Union, des ententes-cadres et des cas de jurisprudence ont progressivement pavé la voie pour ce genre de bataille, facilitant ainsi la vie des agriculteurs aux prises avec de telles menaces et réduisant le nombre de dossiers individuels à traiter. En 1978, avec la diminution des demandes provenant des producteurs, le service d'évaluation sera suspendu.

From an expropriation and evaluation service, to a planning and environmental service

The economic development of the 1970's generated numerous cases of expropriation for the purposes of public usage. Obvious cases that come to mind are the construction of Mirabel airport, announced in 1969 and, later on, Autoroutes 13 and 50. There was also the installation of power lines, notably between St-Augustin and Perkins (Val-des-Monts) in 1973, which affected 150 agricultural and wood producers. There was also the installation of a pipeline in 1976, which is still being discussed in 2014.

Faced with an increasing number of requests that generated a significant number of individual files, the members implemented an expropriation service. The Federation, which had limited financial means, first offered this service through Jean-Paul Chabot, who held various positions in this regard. In February 1975, when it could no longer meet producers' needs, the Federation hired an employee fully dedicated to property assessments and officially opened the evaluation service.

Throughout the years, thanks to the work of the Union, framework agreements and case-law gradually paved the way for this kind of battle, consequently facilitating the life of farmers dealing with such threats and reducing the number of individual files required to be processed. In 1978, with the decrease in requests from producers, the evaluation service was closed.

À la fin des années 90, les demandes de dézonage sont en pleine croissance. C'est à cette époque que les municipalités enclenchent la révision de leur schéma d'aménagement. Les besoins en ressources spécialisées sont alors nécessaires afin d'accompagner les syndicats locaux dans la protection de la zone agricole. La Fédération mettra alors sur pied un comité d'aménagement qui veillera à analyser les dossiers importants et faire des recommandations au conseil d'administration. En 2001, le comité d'aménagement adoptera un premier cadre de référence dont le but est de développer une vision commune et cohérente de l'aménagement du territoire.

Aujourd'hui, en plus de s'occuper de l'aménagement du territoire, le service traite également des dossiers d'environnement, de la faune et de développement du territoire.

At the end of the 1990's, dezoning requests were on the rise. It was during this period that municipalities began the review of their land-use plans. The need for specialized resources was necessary to assist local syndicates in protecting farmland. The Federation created a planning committee to examine important files and make recommendations to the Board of Directors. In 2001, the planning committee adopted a first reference framework with the goal of developing a common and coherent vision for land-use planning.

Today, along with taking care of land-use planning, the service also deals with environmental, wildlife and regional development issues.

Service de comptabilité et fiscalité

Très tôt dans l'histoire de la Fédération, les membres manifestent également le besoin d'accéder à des services comptables compétents en agriculture. Dès l'AGA de 1967, une résolution demande d'étudier la possibilité de mettre sur pied un service d'impôt. Ce n'est cependant qu'en 1974 que l'idée d'instaurer ce service se concrétise alors que Florent Lapierre, comptable général agréé, entre en fonction. Monsieur Lapierre est au service de la Fédération depuis ce temps.

Depuis sa création, le service voit sa clientèle augmenter sans cesse. À la fin de l'année 2013, il compte dix-sept employés qui traitent, chaque année, près de 3 000 dossiers.

Income tax and accounting service

Very early in the Federation's history, the members expressed the need to have access to competent accounting services in agriculture. At the 1967 AGM, a resolution requested a study to be carried out to determine the feasibility of putting in place a farm income tax service. However, it was only in 1974 that the idea of implementing this service became a reality with the hiring of Florent Lapierre, CGA. Mr. Lapierre has been working for the Federation ever since.

Since its creation, the service has had an increasing number of clients. At the end of 2013, there were 17 employees dealing with nearly 3,000 files annually.

Centre d'emploi agricole

Comme en font foi les extraits de procès-verbaux de l'époque, l'enjeu de l'emploi en milieu agricole et l'idée de se doter d'un centre d'emploi ne datent pas d'hier. En 1973, l'UPA provinciale discute avec le gouvernement fédéral afin que soient mis sur pied des centres de main-d'œuvre agricole rattachés aux fédérations régionales de l'UPA.

« Ces centres de main-d'œuvre auraient pour objet de tenir à jour une liste de travailleurs agricoles et de maintenir en place un pool de main d'œuvre qui iraient travailler sur les fermes seulement sur demande et pour la période que le producteur aurait besoin. Le producteur agricole n'aurait pas à remplir les paperasses. Tous les papiers seraient remplis au niveau du service à la Fédération régionale et l'employeur recevrait un compte global comprenant le salaire et les bénéfices marginaux. »

Conseil d'administration du 22 octobre 1973

Considérant que plusieurs producteurs maraîchers et de pomiculteurs de la région ont perdu jusqu'à 80 % de leur récolte à l'automne 1974, le conseil d'administration décide de procéder à l'implantation d'un centre d'emploi agricole. On embauchera alors Daniel Goyer au poste de directeur du service et Jeannine Ethier comme secrétaire.

En 2014, ce service offre un rôle-conseil dans la gestion des ressources humaines et voit à la prévention des accidents en milieu de ferme et à la formation agricole. Il compte quatre employés qui desservent plus de deux cent cinquante producteurs.

Farm employment centre

As shown by the minutes of meetings from that period, employment issues in the farming sector and the idea of creating an employment centre are nothing new. In 1973, the provincial UPA held discussions with the federal government in order to create farm employment centres associated with the UPA regional federations.

"The objective of these manpower centres is to keep a list of farm workers up to date and to maintain a list of persons who will work on farms only upon request and for the period requested by the producer. The agricultural producer will not have to deal with paperwork. All of the paperwork will be completed by the regional federation service and the employer will receive an overall invoice that will include the salary and fringe benefits".

Board of Directors, October 22nd, 1973

Considering that many vegetable producers as well as many apple growers in the region had lost up to 80% of their crops in the fall of 1974, the Board of Directors decided to go ahead with the implementation of an employment centre. Daniel Goyer was hired as director of the service and Mrs. Jeannine Éthier as secretary.

In 2014, this service also offers advice on the management of human resources and oversees the prevention of accidents in the farming sector and farm training. It has four employees serving more than 250 producers.

Service d'éducation et d'information

La présence d'un adjoint au directeur ne suffit pas. En 1975, les membres du conseil d'administration demandent alors la mise en place d'un service d'animation qui deviendra le service d'éducation et d'information(SEI) rebaptisé plus tard comme étant la Vie syndicale. On convient dès le début que les dossiers défendus par l'Union se doivent d'être mieux étoffés par les employés et mieux défendus par les producteurs qui s'impliquent comme dirigeants dans l'organisation. Telle est la mission de ce service. En plus d'être à l'écoute des membres et de leurs préoccupations, le défi est de vulgariser des dossiers et de former des porte-paroles compétents. Des efforts sont aujourd'hui consacrés à la promotion de l'agriculture et à la valorisation de la profession.

Depuis 2012, la Fédération supporte encore mieux les syndicats locaux dans leurs activités en mettant une ressource professionnelle à leur disposition. Aujourd'hui, la direction de la vie syndicale et des communications compte sept employés, dont quatre agents syndicaux.

Education and training service

The presence of an assistant to the director was insufficient. In 1975, the members of the Board of Directors asked for the creation of an additional service which became the education and information service, later called Democratic Life. From the beginning, it was agreed that the issues defended by the Union had to be better prepared and better defended by the producers who were involved as leaders within the organization. Such was the mission of the service. In addition to listening to the members' concerns, the challenge was to better disseminate information on the issues and to train competent spokespersons. Today, efforts are focused on the promotion of agriculture and the farming profession.

Since 2012, the Federation has been providing better support to local syndicates in their activities by putting professional resources at their disposal. Today, the Union Life and Communications service has seven employees, including four Union agents.

6

L’encan de Gatineau

The Gatineau Sales Barn

L'histoire de la Fédération de l'UPA Outaouais-Laurentides ne peut être racontée sans que ne soit accordée une place importante à l'encan de Gatineau. Un projet majeur porté par un homme unique qui a marqué l'histoire de la Fédération, Denis Papin directeur régional de l'UPA de 1980 à 2000. Producteurs, administrateurs et employés, tous sont mis à contribution. Pour comprendre la pertinence et surtout la justification d'un tel projet, une mise en contexte s'impose.

Le dynamisme économique et la vitalité syndicale de la région sont affectés par la baisse constante du nombre de producteurs laitiers. Parmi ceux qui quittent la production laitière, nombreux sont ceux qui misent sur le récent développement de la production bovine québécoise pour poursuivre en agriculture.

La mise en marché est cependant très déstructurée. Les producteurs sont vulnérables. Il faut contrer la désinformation des commerçants d'animaux qui abusent du manque d'information des producteurs. C'est depuis 1976 que la Fédération régionale priorise d'ailleurs l'organisation de la mise en marché collective des producteurs de bovins.

The history of the Fédération de l'UPA Outaouais-Laurentides cannot be told without mentioning the importance of the Gatineau Sales Barn. It was a major project led by a unique man who made his mark on the history of the Federation: Denis Papin, Regional Director of the UPA from 1980 to 2000. Producers, directors and employees all contributed to the project. To understand the pertinence and above all else the reasoning behind such a project, some background is required.

The economic dynamic and vitality of the union in the region was affected by the constant decrease in the number of dairy producers. Among those who were leaving dairy production, there were many who counted on the recent development of beef production to remain in farming.

However, beef marketing was very unstructured and producers were vulnerable. The misinformation circulated by livestock dealers who abused the producers' lack of information had to be countered. In 1976, the Federation began to prioritize the organization of collective marketing for beef producers.

Avec une importante aide financière du MAPAQ de 70 000 $ en 1977, la Fédération, via son syndicat des producteurs de bovins, s'implique aux Encans Larose à Masson jusqu'en 1991. La Fédération s'implante également dans un lieu dont elle est propriétaire. En 1986, elle achète même un premier établissement à Saint-Jean-sur- le-Lac (Mont-Laurier). L'encan de Masson n'est plus aux normes et doit fermer. Trop à l'étroit et loin du cheptel de l'Outaouais, le poste de Saint-Jean-sur-le-Lac est revendu en 1992 pour permettre de construire à Gatineau cette fois, un véritable complexe dont les producteurs pourront être fiers, et même très fiers.

«Il y va de la survie de l'agriculture et du syndicalisme dans la région», tel est le projet.
"The survival of agriculture and unionism in the region depends on it", such was the scale of the project.

Thanks to the substantial financial assistance of $70,000 from MAPAQ, the Federation, through its beef producers syndicate, got involved in the Larose Auction House in Masson from 1977 to 1991. The Federation also established itself on a property it owned. In 1986, the Federation bought a building in Saint-Jean-sur-le-Lac (Mont-Laurier). The Masson auction no longer met standards and had to be closed. The Saint-Jean-sur-le-Lac auction, which was too small and too far from the beef produced in the Outaouais, was sold in 1992 to make way for the construction of a new building in Gatineau. It was a complex that producers could be extremely proud.

Construction de l'encan à Gatineau

Le projet sera réalisé par la Fédération sous la supervision d'un comité d'encan composé de quatre membres du conseil d'administration de la Fédération, deux membres du Syndicat des producteurs de bovin et le secrétaire Denis Papin. La facture totale du projet sera de 894 000 $. On obtient une subvention de 300 000 $. On sollicite tous les membres de la Fédération de l'UPA Outaouais- Laurentides pour un prêt sans intérêts pour construire l'encan. Les producteurs souscrivent 93 000 $ et les syndicats locaux 20 000 $. La Fédération a une hypothèque de 400 000 $. L'aventure commence.

Construction of the Gatineau Sales Barn

The project was completed by the Federation under the supervision of an auction committee comprised of four members from the Federation's Board of Directors, two members from the Beef Producers Syndicate and the secretary, Denis Papin. The total cost of the project was $894,000. A $300,000 subsidy was received. All of the members of the Fédération de l'UPA Outaouais-Laurentides were asked to make an interest free loan to build the auction house. The producers collected $93,000 and the local syndicates $20,000. The Federation ended up with a mortgage of $400,000. The adventure began.

Les travaux de construction débuteront en juillet 1992 et c'est le 2 septembre que se tiendra la première vente sur le site. Afin de financer ses installations, diverses activités sont organisées (festival country, activités équestres, etc.). On envisage même tenir un marché aux puces. Toutes les réunions syndicales se tiennent sur place. On y organise même de nombreuses activités sociales question de mousser le sentiment de fierté et d'appartenance. Le directeur régional essaie par tous les moyens de stimuler la participation des producteurs. «L'encan a enregistré des prix compétitifs, on peut être fier de notre encan »

Malheureusement, les lois du commerce sont impitoyables. Les commerçants d'animaux, que l'on tentait d'isoler, ont opté pour des établissements concurrents en Ontario. Le volume d'animaux mis en marché par l'encan est insuffisant. Parallèlement, le nombre d'établissements d'encan est en baisse constante dans toutes les régions du Québec. La Fédération ne peut rentabiliser ses installations et enregistrera des déficits année après année.

À l'assemblée générale annuelle de 2002, le président de la Fédération signale que «Depuis dix ans (...) et après tant d'efforts, le temps est venu pour la Fédération régionale de se retirer du dossier.» Ceci mettra un terme à l'implication de la Fédération régionale dans la vente de bovins. L'immeuble est vendu en 2005.

Construction work began in July 1992 and the first sales on the site took place on September 2nd. To finance the facilities, various activities were organized (country festival, equestrian events, etc.) and even a flea market was considered. All of the union meetings were held there, as were numerous social functions to promote a sense of belonging and pride. The General Director tried by all means possible to stimulate producers' participation: "The Sales Barn had competitive prices and we should be proud of our Sales Barn".

Unfortunately, the law of commerce has no mercy. The livestock dealers, who the Sales Barn was attempting to isolate, chose to go to competing establishments in Ontario. The volume of animals marketed by the Sales Barn was insufficient. At the same time, the number of auction establishments was constantly decreasing in all regions of Quebec and the Federation could not make its facilities profitable, incurring a deficit year after year.

At the 2002 AGM, the President of the Federation noted that "For the last ten years (…) and after so much effort, the time has come for the Federation to step down". That put an end to the regional Federation's involvement in the sales of live beef and the building was sold in 2005.

7

Les grandes batailles

The Great Battles

MIRABEL

Le 27 mars 1969, le gouvernement annonce l'expropriation de quelque 97 000 acres de bonnes terres agricoles dans la région de Sainte-Scholastique pour y construire un aéroport. Quatorze municipalités ont été touchées totalement ou partiellement. Ainsi débute une longue et pénible bataille.

L'action commune des producteurs se mènera particulièrement au niveau local, d'abord à travers les instances de l'UCC. Le syndicat local, dont le président est M. Jean-Paul Raymond, s'implique aussi au sein du regroupement des expropriés mieux connu sous le nom du CIAC (Centre d'Information et d'Animation Communautaire). Monsieur Raymond en assumera le leadership et le CIAC deviendra le porte-étendard de cette bataille. Les négociations furent longues, ardues et éminemment teintées de politique.

Cette bataille portera non seulement sur la rétrocession des terres de Mirabel, mais aussi une bataille pour le droit à la dignité humaine. C'est finalement, le 27 mars 1985 que sera annoncée une première rétrocession de 80 000 acres. Par la suite, le retour d'une portion de 11 000 acres sera annoncé le 18 décembre 2006. Ceci marquera la victoire d'une bataille syndicale qui aura duré près de quarante ans.

L'UPA rendra hommage à Jean-Paul Raymond, leader du syndicat, en décernant un prix à son nom. Chaque année, le prix Jean-Paul Raymond est assigné pour récompenser le travail exceptionnel d'un groupe ayant mené à bien une action collective. Le syndicat de l'UPA de Sainte-Scholastique et le comité du 11 000 acres mériteront chacun cet honneur.

« 97 000 acres alors que l'Aéroport en requiert 6 000 pour opérer, c'est 15 fois trop ! »

"97,000 acres when the airport only requires 6,000 to operate, it is 15 times too many!"

MIRABEL

On March 27th, 1969, the government announced the expropriation of some 97,000 acres of good farm land in the Sainte-Scholastique region to build an airport. Fourteen municipalities were totally or partially affected. And so began a long and painful battle.

Group action taken by producers took place firstly at the local level through UCC officials. The local syndicate, who's President was Mr. Jean-Paul Raymond, got involved through the group of individuals who were expropriated and better known as CIAC (Centre d'Information et d'Animation Communautaire). Mr. Raymond became the leader and the CIAC was the standard bearer for this battle. The negotiations were long, difficult and full of political overtones.

This battle dealt not only with the return of Mirabel farm land, but it was also a battle for the right to human dignity. It was finally on March 27th, 1985 that the first return of 80,000 acres of farm land was announced. Later on, the return of a remaining portion of 11,000 acres of farm land was announced on December 18th, 2006, and this marked the victory of a union battle that lasted nearly 40 years.

The UPA paid tribute to Jean-Paul Raymond, the syndicate`s leader, by presenting an award bearing his name. Every year, the Jean-Paul Raymond Award is presented to recognize the exceptional work of a group that has successfully led a collective action. The Sainte-Scholastique UPA syndicate and the 11,000-acre Committee have both won this award.

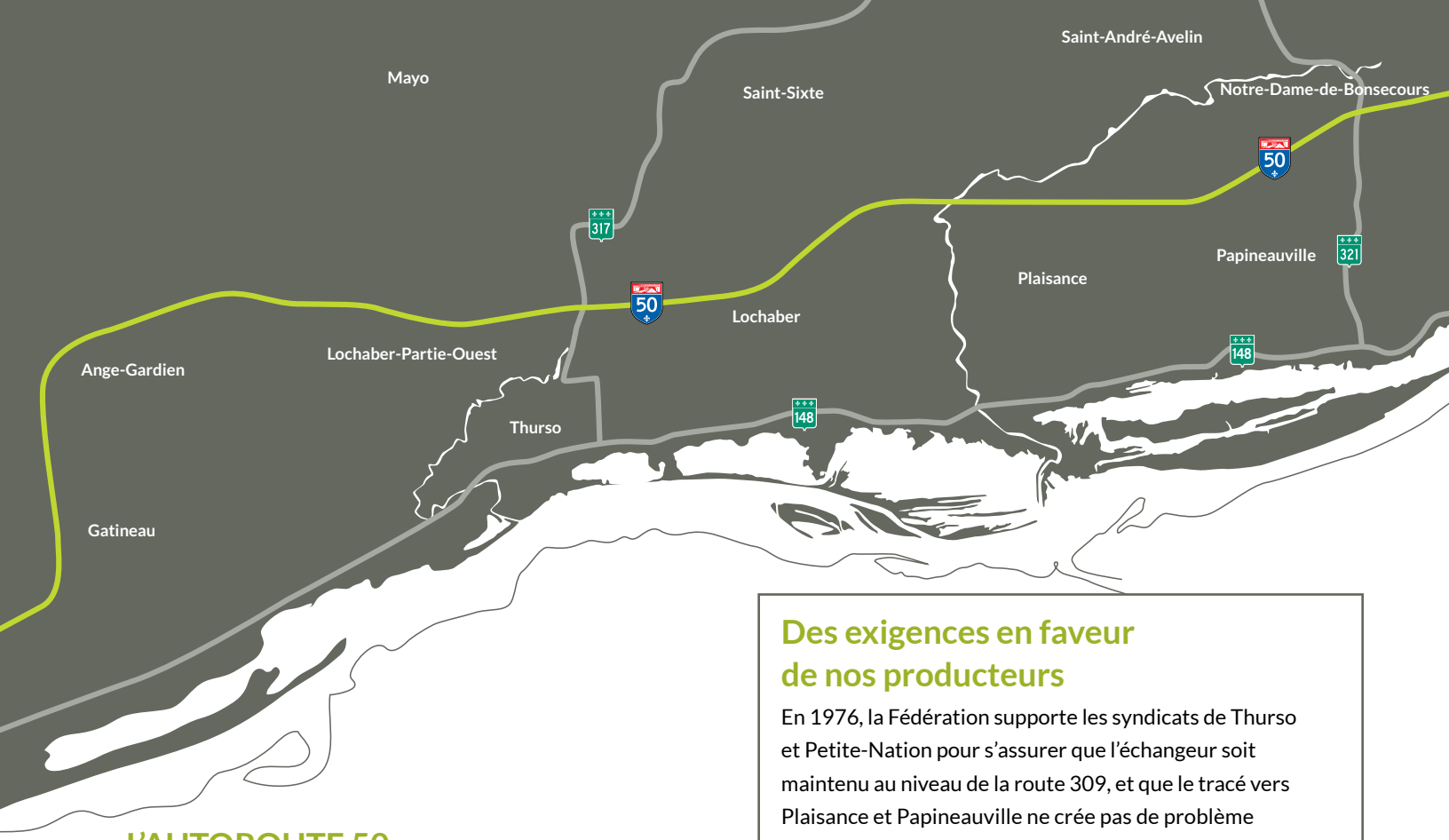
JEAN-PAUL RAYMOND (1923-1988)

À l'annonce du projet d'aéroport, Jean-Paul Raymond en était à sa troisième expropriation. Refusant d'être dépossédé une fois de plus, il s'active à la mobilisation des expropriés de Mirabel.

Par son leadership, il aura permis de garder l'ardeur, la détermination et l'espoir de ses concitoyens pendant près de vingt ans. La vie de Jean-Paul Raymond a été un combat acharné pour la défense des producteurs agricoles, pour le respect de leurs droits, de leur patrimoine et pour la survie de l'agriculture. Il a su diriger et inspirer les plus combatifs pour la défense d'une collectivité. Plus que tout autre, il a su donner un sens au syndicalisme agricole.

When the airport project was announced, Jean-Paul Raymond had already been expropriated three times. Refusing to be dispossessed once more, he began to mobilize those from Mirabel who had been expropriated.

Through his leadership, he was able to maintain the resolve, determination and hope of his fellow citizens for nearly 20 years. Jean-Paul Raymond's life has been a hard battle for the defence of agricultural producers, the respect of their rights and heritage, and the survival of farming. He led and inspired the most combative producers to defend a community. More than anyone else, he was able to give a meaning to agricultural unionism.



L'AUTOROUTE 50

À compter des années 70, le projet d'autoroute qui traverse l'Outaouais et les Laurentides sur un axe est-ouest génère beaucoup d'inquiétudes, et ce, avant même que le tracé soit connu. Lié à l'aéroport de Mirabel, ce projet risque, lui aussi, de miner l'intégrité du territoire agricole (perte de terres fertiles, lots coupés en deux, etc.).

L'UPA, particulièrement par l'entremise de Denis Papin, présentera au ministère des Transports du Québec des tracés de moindre impact sur l'agriculture en visant les traits-carrés et la bordure des routes existantes. Tronçon par tronçon, la négociation durera plus de trente ans. C'est seulement à partir de 2001 que l'on va s'entendre sur un tracé final. L'autoroute 50 a été inaugurée en novembre 2012.

AUTOROUTE 50

Beginning in the 1970's, the project for an Autoroute that would cross the Outaouais and the Laurentides regions on an east-west axis raised a lot of concerns, even before the plan was laid out. Associated with the Mirabel airport, this project threatened to break-up the integrity of farm land (loss of fertile land, farm lots cut in half, etc.)

The UPA, particularly through Denis Papin, presented to the Quebec Ministry of Transport (MTQ) routes that would have less impact on farming by targeting the edges of farm land areas and along the sides of existing roads. Section by section, the negotiations lasted more than 30 years. It was only in 2001 that an agreement was reached for a final route. Autoroute 50 was opened in November 2012.

Des exigences en faveur de nos producteurs

En 1976, la Fédération supporte les syndicats de Thurso et Petite-Nation pour s'assurer que l'échangeur soit maintenu au niveau de la route 309, et que le tracé vers Plaisance et Papineauville ne crée pas de problème d'approvisionnement en eau potable.

En 1979, la Fédération appuie les producteurs d'Angers qui voient leurs fermes coupées en deux. Après plusieurs manifestations, le ministère des Transports du Québec acceptera de construire un viaduc à l'usage des producteurs pour leur machinerie et leur troupeau.

Requirements that favour producers

In 1976, the Federation supported the Thurso and Petite-Nation syndicates to ensure that the interchange remained along Route 309 and that the route toward Plaisance and Papineauville did not create problems for the potable water supply.

In 1979, the Federation supported producers in Angers who had their farms cut in half. After many demonstrations, the MTQ agreed to build an overpass to be used by producers for their machinery and livestock herds.

HYDRO-QUÉBEC

En 1973, près de cent cinquante producteurs sont touchés par le passage d'une ligne de transmission d'Hydro-Québec entre Saint-Eustache et Gatineau. La Fédération s'impliquera dans le processus de négociation d'expropriation. Au cours des années suivantes, la Confédération et Hydro-Québec négocieront une entente-cadre qui sera par la suite utilisée comme modèle au sein des autres fédérations membres de l'UPA.

GAZODUC

En 1979, la Fédération se retrouve devant un projet de gazoduc qui devrait traverser la région d'Oka jusqu'à Terrebonne, posant ainsi de sérieux problèmes à une centaine de producteurs. Les efforts de la Fédération ont fait en sorte que le tracé final ne touche que 10 producteurs sur la centaine initialement menacés.

Autres batailles

- Manifestations sur la sécurité du revenu
- Sites d'enfouissement sanitaire de Bouchette et de l'Ange-Gardien,
- Contestation des taxes municipales à Laval
- Un zoo en zone agricole à Saint-Eustache
- Projet Cambridge Mills à Boisbriand
- Projet de mine à Oka
- Gare de Mirabel

HYDRO-QUÉBEC

In 1973, nearly 150 producers were affected by the installation of a Hydro-Québec transmission line between Saint-Eustache and Gatineau. The Federation got involved in the negotiation process for the expropriations. In the following years, the Confederation and Hydro-Québec negotiated a framework agreement that would be used afterward as a model by other UPA federations.

GAS PIPELINE

In 1979, the Federation was faced with a natural gas pipeline project that was to cross the Oka region to Terrebonne, causing serious problems for nearly 100 producers. The Federation's efforts ensured that only 10 producers would be affected instead of the nearly 100 that were initially threatened.

Other battles

- *Demonstrations about income security*
- *Bouchette and l'Ange-Gardien sanitary landfills*
- *Contestation of property taxes in Laval*
- *A zoo on farmland in Saint-Eustache*
- *Cambridge Mills project in Boisbriand*
- *Mine project in Oka*
- *Mirabel train station*

8

Les places d’affaires

Office locations

1964 : 73, boulevard Arthur-Sauvé

Lorsque vint le temps de se doter de bureau, la Fédération fera le choix de poursuivre l'entente d'hébergement conclue entre l'UCC de Montréal/Saint-Jérôme et Les Assurances-UCC. Cette entente permettait d'héberger gratuitement la Fédération au sous-sol du 73, boulevard Arthur-Sauvé à Saint-Eustache. En rénovant elle-même le sous-sol, la Fédération n'a pas de loyer à payer pour une période de cinq ans. Un loyer de 25 $ par mois est exigé par la suite.

When the time came to have an office, the Federation chose to continue the hosting agreement that the Montréal-Saint-Jérôme UCC had made with Les Assurances-UCC. This agreement housed the Federation at no charge in the basement of 73 boul. Arthur-Sauvé in Saint-Eustache. Because it paid for the renovation, the Federation did not have to pay rent for a period of five years. Following this period, a rent of $25.00 per month was paid.

1967 : 136, rue Saint-Louis

Le propriétaire du local met fin au bail du boulevard Arthur-Sauvé. Un 4 ½ situé au 136, rue Saint-Louis, au prix de 135 $ par mois chauffé et éclairé fera l'affaire. L'enthousiasme est tel qu'on procède à une inauguration officielle à laquelle participe le curé et même un photographe.

The landlord ended the lease agreement on Arthur-Sauvé Blvd. A 4½ located at 136 rue Saint-Louis, at a cost of $135 per month including heat and electricity, was then rented. Enthusiasm was such that there was an official inauguration which was attended by the local priest and even a photographer.

1969 : 85, rue Saint-Eustache

La croissance des effectifs oblige à rechercher un local plus grand. On signe un nouveau bail pour le premier étage de la maison de madame Moreau située au 85, rue Saint-Eustache.

The increase in staff forced a search for a bigger location. A new lease was signed for the 1st floor of a house belonging to Mrs. Moreau, located at 85 rue Saint-Eustache.

1974 : 25, rue Saint-Laurent

Pour combler le manque d'espace, on mandate le secrétaire de l'époque à entreprendre des recherches pour une location, un achat ou une construction. On se questionne alors sur la pertinence du choix de Saint-Eustache. Après avoir étudié diverses possibilités, on convient de louer au 25, rue Saint-Laurent. Dès mai 1975, des bureaux supplémentaires sont loués au 37, rue Saint-Eustache. On apprend plus tard que l'immeuble de la rue Saint-Laurent doit être vendu et le processus de relocalisation devra recommencer.

Due to the lack of space, the secretary at the time was mandated to perform research to either rent, buy or build a new location. Questions were raised regarding the pertinence of choosing Saint-Eustache. After examining various possibilities, it was agreed to rent the property on 25 rue Saint-Laurent. In May 1975, additional office space was rented at 37 rue Saint-Eustache. It was learned later that the property on rue Saint-Laurent had to be sold and the relocation process started over once again.

1975 : 55, rue Grignon

Au début de 1975, on recommence la recherche pour louer, acheter ou construire. Un terrain est en vue près du motel 640. On discute, une fois de plus, de la possibilité de l'implanter plus à l'ouest (Lachute ou en Outaouais). La décision de maintenir les bureaux à Saint-Eustache sera retenue et on donne un mandat de faire le nécessaire pour une construction sur le terrain présenté. L'édifice construit sur trois étages offrira quelque 6 000 pieds carrés. L'inauguration officielle aura lieu le 8 novembre 75. Le coût total du projet s'élève à 70 000 $ incluant un terrain de 10 000 pieds carrés. En 1984, on est encore à l'étroit dans les bureaux. En 1996, l'occupation du bâtiment est telle qu'on sacrifie la seule salle de réunion. Bureaux et entrepôts sont jugés prioritaires. Ce valeureux immeuble fut donc la place d'affaires de l'UPA Outaouais-Laurentides pendant plus de trente-et-un ans. Il a été revendu en 2006 pour une somme de 350 000 $.

In early 1975, the search to either rent, buy or build started over again. A lot near Motel 640 seemed feasible. Once again, there were discussions on the possibility of going further west (Lachute or in the Outaouais region). The decision to maintain the office in Saint-Eustache was made and a mandate was given to perform the necessary work for a building on the lot presented. The three-floor building had approximately 6,000 square feet. The official inauguration took place on November 8th, 1975. The total cost of the project was $70,000, including the 10,000 square-foot lot. In 1984, there was a shortage of space once again. In 1996, the shortage of space was such that the conference room was converted into offices. Offices and storage space were deemed a priority. This building was the business location of the Outaouais-Laurentides UPA for more than 31 years and it was sold in 2006 for $350,000.

2006 : 15, chemin de la Grande-Côte

Compte tenu du projet d'encan qui accapare l'essentiel des ressources disponibles, c'est en juillet 2005 que le conseil d'administration prendra la décision de relocaliser les bureaux. On acquiert cette fois un immeuble existant au coût de 1,1 M $ et décide d'y investir 1 M $ en rénovations et aménagement de près de 10 000 pieds carrés de bureau. Les syndicats affiliés qui en ont les moyens participent au montage financier. L'endroit choisi permet une expansion éventuelle au besoin. Inauguration août 2006.

Given that the Sales Barn project had previously taken up most of the available resources, the Board of Directors decided in July 2005 to relocate the office. This time, a building was purchased at a cost of $1.1M. It was also decided to invest $1M in renovations and conversion of office space totaling nearly 10,000 square feet. The affiliated syndicates that could afford it made a financial contribution and the chosen location allowed for potential expansion if necessary. The inauguration took place in August 2006.

La recherche du site idéal

Les procès-verbaux des réunions des conseils d'administration relatent la petite histoire de la Fédération. Ponctuellement confrontée à la croissance des effectifs, la relocalisation des bureaux fait régulièrement surface. Chaque fois, on observe des discussions sur la recherche du site idéal. Les mêmes arguments et préoccupations sont à chaque fois soulevés : l'accessibilité par les administrateurs et pour les employés, la fonctionnalité du réseau routier, la proximité du siège social, l'accès aux fournisseurs de service.

De tous les critères qui ont été évoqués, un seul a traversé temps : la proximité géographique des membres.

The search for the ideal location

The minutes of the meetings of the Board of Directors tell the story of the Federation. Frequently faced with an increase in staff, relocation of the offices was a recurring issue. Each time, there were discussions on the search for the ideal location. The same arguments and concerns were raised: accessibility for the directors and employees, functionality of the road network, proximity to the head office, and access for service suppliers.

Of all the criteria mentioned, only one remained consistent through time: the geographic proximity of the members.

Chemin de la Grande-Côte

Richard Maheu

CINQUANTE ANS, c'est un moment privilégié pour prendre un temps d'arrêt qui nous permet de constater tout le chemin parcouru.

Si notre Fédération régionale est devenue ce qu'elle est aujourd'hui, c'est grâce à des femmes et des hommes qui ont cru à la pertinence de se regrouper pour prendre en charge leur destin. À travers ses bâtisseurs, et les batailles qu'ils ont menées, les objectifs demeurent les mêmes : améliorer les conditions de vie des agriculteurs.

Nos prédécesseurs nous ont tracé la voie. Ils nous ont transmis des valeurs d'action collective, de solidarité et de justice sociale qui dictent encore aujourd'hui nos actions syndicales. Les temps ont changé, mais ces valeurs demeurent.

Je vois poindre une nouvelle relève syndicale. Je la vois motivée, dynamique, éduquée et convaincue. Elle reprendra parfois nos batailles. Elle aura aussi à affronter de nouveaux défis que nous n'aurions nous-mêmes jamais imaginés. Avec le déclin du nombre de producteurs, elle sait qu'elle ne peut plus compter seulement sur la classe agricole, mais qu'elle doit s'allier l'ensemble de la population.

Dans cinquante ans, le visage de l'agriculture régionale aura encore changé. Difficile de dire aujourd'hui à quoi il ressemblera. Mais j'envisage son avenir et celui de notre Fédération avec le plus grand optimisme, car la passion des gens de la terre ne se dément pas. Depuis cinquante ans, l'Union a été le véhicule qui nous a permis d'avancer et notre Fédération régionale demeure le meilleur moyen de nous transporter vers le futur.

Richard Maheu
Président /*President*
Fédération UPA Outaouais-Laurentides

***FIFTY YEARS** is a great opportunity to take a few moments and look back over the long road travelled and the progress that has been made.*

Our regional federation has become what it is today thanks to the men and women who knew the importance of getting together to take charge of their destiny. For all of the builders and during the battles that they led, the goals have remained the same: to improve the conditions of farmers' lives.

Our predecessors paved the way for us. They transmitted their values of collective action, solidarity and social justice to us and even today, they dictate our union actions. Times have changed, but these values have stayed the same.

I see a new horizon for our union. I see farmers that are motivated, dynamic, educated and convincing. Sometimes, they will take over our battles. They will also have to face new challenges that we ourselves cannot even imagine. With the declining number of producers, they know they cannot count just on agricultural producers alone, but that they will have to join forces with the population as a whole.

In 50 years, the face of agriculture in our region will have changed. It is difficult to say today what it will look like, but I see the future and that of our federation with great optimism because the passion of the people who work on the land cannot be denied. For the last 50 years, in the form of our regional federation, the Union has been the vehicle that has allowed us to make progress and it is still the best option to carry us forward into the future.

Remerciements

La Fédération tient à remercier les administrateurs et les employés qui ont, tout au long des cinquante dernières années, contribué au développement de notre organisation. Certains ont partagé avec nous des histoires, des souvenirs et des photos. À tous ceux qui nous ont livré avec passion leur témoignage, nous voulons saluer votre contribution.

D'autres intervenants ont collaboré de plus près à la rédaction des textes et leur révision. Ce document n'aurait probablement pas la qualité qu'il connait sans l'étroite implication de Serge Deshaies, Kevin Bilodeau, René Ledoux, Marie-Claude Thibault, Lise Nadon, Mireille Larivière, Nadine Brisson, John et Linda Sullivan et Richelle Fortin.

Nous tenons aussi à rendre crédit à J.P Kesteman, J.M Kirouac et leur imposant livre *Histoire du syndicalisme agricole au Québec, UCC-UPA 1924-2004* dont certains passages ont inspiré la rédaction de ce livre.

Les auteurs du présent ouvrage et la Fédération de l'UPA Outaouais-Laurentides remercient sincèrement toutes ces personnes pour leur contribution. Ce travail de recherche et de rédaction fut une occasion unique de revisiter le chemin parcouru par notre organisation.

Cet ouvrage est dédié à l'ensemble des hommes et femmes qui ont façonné avec passion l'histoire de la Fédération UPA Outaouais-Laurentides

Dans le présent document, le générique masculin est utilisé sans aucune discrimination et uniquement dans le but d'alléger le texte.

Special Thanks

The Federation would like to thank the directors and employees who have, over the last fifty years, contributed to the development of our organization. Some have shared their stories, souvenirs and photos. To all those who passionately provided their testimonials, we would like to salute you for your contribution.

Other individuals worked closely with the writing and revision of texts. This document would probably not be of the same quality without the close involvement of Serge Deshaies, Kevin Bilodeau, René Ledoux, Marie-Claude Thibault, Lise Nadon, Mireille Larivière, Nadine Brisson, John and Linda Sullivan and Richelle Fortin.

We must also give credit to J.P Kesteman and J.M Kirouac and their impressive book Histoire du syndicalisme agricole au Québec, UCC-UPA 1924-2004, *extracts of which helped inspire the writing of this book.*

The authors of this current work and the Fédération de l'UPA Outaouais-Laurentides wish to sincerely thank all of these people for their contributions. The work of researching and writing this book was a unique chance to revisit the pathways travelled by our organization.

This publication is dedicated to all the men and women who have, with passion, shaped the history of the Fédération de l'UPA Outaouais-Laurentides.

Conception graphique et montage : Luc Germain
Photos : MAPAQ, Fédération UPA Outaouais-Laurentides, Terre de Chez nous

MANIFESTE

Pouvoir nourrir, pouvoir grandir

Pour les hommes et les femmes qui font partie de l'Union, pouvoir nourrir c'est bien sûr nourrir une population, c'est aussi nourrir les rêves et les ambitions de générations toutes entières. Des générations en mouvement, des générations qui, collectivement, aspirent à une plus grande solidarité sociale.

C'est nourrir la passion qui anime tous les éleveurs et producteurs du Québec. C'est nourrir l'ambition d'offrir à tous les produits de très grande qualité, et même d'en faire les meilleurs. C'est aussi nourrir la discussion, le discours politique et l'engagement social pour faire entendre notre voix. Pour obtenir le soutien de la population dans nos revendications.

C'est nourrir pour faire grandir cette solidarité. Celle d'ici et celle que nous bâtissons sur d'autres continents. Pour faire grandir l'ambition de vivre de cette terre que nous habitons et que nous cultivons. Et pour faire grande notre unicité dans un univers de moins en moins différencié. C'est se donner le pouvoir de grandir par nos actions concrètes. Le pouvoir de récolter le fruit de nos efforts collectifs. Le pouvoir de créer des emplois qui enrichisse tous les jours le Québec. Le pouvoir de remporter des médailles, des mentions, parce que nos produits sont respectés et aimés partout sur la planète.

Pouvoir nourrir, c'est être l'union de gens qui vont constamment en mouvement. Pouvoir grandir, c'est être l'union des forces résolument tournées vers l'avenir.

Pouvoir nourrir. Pouvoir grandir. C'est la promesse de notre regroupement.

DECLARATION

The power to feed, the power to grow

For the men and women who play a part in the Union, 'the power to feed' is definitely linked to the ability to feed people, yet it is also the capacity to feed the dreams and ambitions of all generations. These are generations, part of a movement, who collectively aspire to a higher level of social solidarity.

It's to feed the passion that gives life to all breeders and producers in Quebec. It's to feed the ambition to offer high quality products to all, and to make them the very best. It's also to feed discussion, political discourse and the social commitment to make our voice heard. All this to gain support for our points of view and positions with the population.

It's to feed the growth of this solidarity, a solidarity that is present here, at home, and which is being built on other continents. To grow this ambition, to live from the land that we inhabit and cultivate, and to grow our 'oneness' in a universe that is less and less differentiated. It's to give ourselves the power to grow through concrete actions. The power to harvest the fruit of our collective efforts. The power to create jobs that boosts Quebec's economy every day. The power to win awards and recognition because our products are respected and well liked all around the world.

The power to feed is the union of people in a continuing movement.
The power to grow is the union of strength firmly focused toward the future.

The power to feed. The power to grow. It's what we promise.

UPA POUVOIR NOURRIR POUVOIR GRANDIR

L'Union des producteurs agricoles

Fédération UPA Outaouais-Laurentides
15, chemin de la Grande-Côte,
bureau 200, Saint-Eustache
(Québec) J7P 5L3

FÉDÉRATION UPA OUTAOUAIS-LAURENTIDES 1944-2014